



## **L'Etat, les collectivités locales et Ford se mobilisent pour sauver les salariés de First**

L'inquiétude est toujours vive du côté des 1 600 salariés de First Aquitaine Industries à Blanquefort. Et ce même si Ford, l'ancien employeur, est revenu à la rescousse. Le 12 juillet, se tenait la première réunion du comité de pilotage de First Aquitaine Industries. Autour de la table, représentants syndicaux, dirigeants, élus et représentants de Ford Europe ont tenté d'apporter des garanties pour l'avenir du site. Mais, sans lever toutes les craintes.

Les 1600 salariés veulent des garanties concernant l'avenir du site. Ford, ancien propriétaire de l'usine girondine, a promis de poursuivre ses commandes après octobre 2011 de manière à pérenniser les emplois, mais rien n'est encore acté, s'inquiètent les syndicats. La réunion hier du comité de pilotage chargé de sauver First Aquitaine Industrie a permis de mesurer l'ampleur des difficultés du site. Il y a un an, Ford a vendu usine à la holding HZ, mais depuis, les projets de reconversion annoncées tardent à se concrétiser. La présence de deux vice-présidents de Ford, Ken Mac Farlane et Nick Caton, hier à la première réunion du comité de pilotage, était donc un signe fort. Ces derniers se sont voulu rassurant et ont annoncé leur volonté de trouver des projets capables de pérenniser 1200 emplois sur le site de Blanquefort d'ici à la fin 2011.

### **Les pouvoirs publics à nouveau sollicités**

Le constructeur américain compte aussi sur le volontarisme des pouvoirs publics, au premier rang desquels l'Etat. Le préfet, Dominique Schmitt, organisateur de cette première réunion à la préfecture, a ainsi affirmé que l'Etat pourrait se substituer à un établissement bancaire réticent à financer un projet de diversification. De leur côté, Alain Rousset, président du Conseil régional d'Aquitaine, Philippe Madrelle, président du Conseil général de la Gironde et Vincent Feltesse, président de la Communauté Urbaine de Bordeaux, ont validé lors du conseil d'administration de la SEML Route des Lasers de ce 13 Juillet leur participation à l'augmentation du capital de 8 millions d'euros à terme, incluant le déblocage immédiat de 3 millions d'euros indispensable au portage du projet Atlas et le versement ultérieur de 5 millions d'euros, nécessaires au développement de la filière optique laser, en fonction de l'aboutissement des projets. Un nouveau comité de pilotage devrait avoir lieu dans 45 jours pour faire le point de l'évolution des projets. Les syndicats et les 1 600 salariés seront très vigilants à ce que, enfin, les choses avancent.

Nicolas César